

## COMMUNE DE SAINT-LOUIS

ARRETE N° 396 /PA/DAJ/MJC/2021

## LE MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-LOUIS,

Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,  
 Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du maire,  
 Vu le Code Pénal et notamment son article R610-5,  
 Vu le Code de la route,  
 Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 – Huitième partie – Signalisation Temporaire) approuvée par arrêté interministériel du 06 novembre 1992,  
 Vu l'article L 511 – 1 du code de la sécurité intérieure,  
 Vu la demande de l'Entreprise BOURBON LUMIERE du vingt avril deux mille vingt et un,  
 Vu l'avis de la DEER/Subdivision Routière Sud du seize avril deux mille vingt et un,  
 Vu l'avis N° 201/2021 du vingt-sept avril deux mille vingt et un de la police municipale,

Considérant que pour éviter tout accident lors des travaux de fouilles de tranchées pour la pose de câbles électriques sur la RN5 - route de Cilaos, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement,

## ARRETE

**Art. 1.** - La circulation se fait par alternat avec feux tricolores sur la RN5 - route de Cilaos du PR 02+500 au PR 03+500.

**Art. 2.** - Le stationnement et le dépassement sont interdits au droit du chantier.

**Art. 3.** - La vitesse de circulation est limitée à 30 Km/h au droit du chantier.

**Art. 4.** - Les dispositions du présent arrêté sont effectives du lundi trois mai deux mille vingt et un au jeudi dix-neuf août deux mille vingt et un de vingt heures à cinq heures. (**Travaux de nuit**)

**Art. 5.** - La signalisation réglementaire est mise en place par l'Entreprise BOURBON LUMIERE.

**Art. 6.** - La réfection du domaine public routier est effectuée par l'Entreprise BOURBON LUMIERE après les travaux.

**Art.7.** - Le présent arrêté fait également l'objet d'une publication sur le site Internet de la commune de Saint-Louis.

**Art. 8.** - Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées par procès-verbal.

**Art. 9.** - Madame La Directrice Générale des Services de la Ville de Saint-Louis, Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Saint-Louis, Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la mairie.

**Art. 10.** - Ampliation du présent arrêté est adressée à la Brigade Territoriale de Proximité de Gendarmerie de Saint-Louis, à la Police Municipale, au Centre de Secours de Saint-Louis, à la Semittel, à la Société des Transports MOOLAND, à la CIVIS, à la DEER, à l'Entreprise BOURBON LUMIERE.

Fait à Saint-Louis, le **07 MAI 2021**

Pour Le Maire et par Délégation  
**Mme Stéphanie JONAS-SOORIAH**  
 Conseillère Municipale  
 Élu(e) aux Affaires Juridiques et à la Réglementation

## Copie à :

- Gendarmerie de Saint-Louis
- Police Municipale
- Centre de secours de Saint-Louis
- C.I.V.I.S
- Semittel
- Transports MOOLAND
- M. Pierre LEBRETON
- Régie route
- Service communication
- DEER/Subdivision Routière Sud
- Mme Lisemène SENNY PALANY
- Entreprise BOURBON LUMIERE
- Recueil des actes administratifs



## LE MAIRE

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification :
  - d'un recours administratif (recours gracieux auprès du Maire). L'absence de réponse de l'administration pendant un délai deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut être contestée devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion
  - d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion qui peut être assorti d'un recours en référé prévu par l'article L521-2 du code de justice administrative